

Le goût des luttes.

Face à De Robien qui nous agresse sur tous les fronts, le SNES réagit. L'Ecole Emancipée a joué son rôle dans ce début de riposte ; notamment en proposant la journée de grève du 18 décembre qui a marqué les esprits par son ampleur. Après l'échec sur les retraites durement ressenti de 2003, l'envie et la nécessité de reprendre le chemin des luttes sociales se reconstruisent. Après la victoire de la jeunesse contre le CPE et le rejet populaire du traité constitutionnel européen, l'idée que l'on peut gagner est de retour. Nous en voulons pour preuve que la lutte continue, même en pleine période électorale, ce qui est inédit.

Les tâches du syndicat.

L'urgence est certes à la fois d'annuler les suppressions de postes et d'abroger le décret de Robien sur nos obligations de service, mais il faut aussi mettre fin au scandale de la précarité qui gangrène les services publics. Cela passe par la titularisation immédiate des personnels précaires qui le souhaitent. Face aux réponses sécuritaires et réactionnaires (flics dans les écoles, note de vie scolaire) et pour lutter contre l'éviction précoce des enfants par le bais de l'apprentissage, réaffirmons notre objectif de réussir le collège unique (révision des contenus, effectifs allégés...). Enfin, à l'heure où semble s'installer dans l'opinion un consensus sur « l'assouplissement »-voire l'abandon- de la carte scolaire, nous devons réaffirmer qu'il ne saurait y avoir de démocratisation de l'Education nationale tant que perdurera le dualisme scolaire en France. Le SNES doit donc se prononcer pour la nationalisation laïque des établissements privés confessionnels et patronaux.

On ne gagnera pas seul.

Soyons clairs. Nous percevons dans la majorité U et A une tendance à un certain repli corporatiste sur « le grand second degré ». Bien sûr, il est juste de nous mobiliser sur des sujets qui nous préoccupent spécifiquement tels que les décrets de 50, mais il serait illusoire de croire que nous pourrions tirer notre épingle du jeu dans un champ syndical et social en ruines. Le SNES doit donc envisager la FSU non pas comme le lieu de confrontation des mandats de chaque syndicat catégoriel mais plutôt comme l'espace d'élaboration d'analyses et de revendications réellement fédératrices. C'est bien le moins pour une fédération ! Parce que nous ne pourrions gagner seuls, le SNES doit aussi s'inscrire dans les batailles unitaires plus larges contre les discriminations, pour les services publics, pour l'emploi et la sécurité sociale. Notre implication dans le Réseau Education Sans Frontières est un bon exemple de ce que nous sommes capables de faire en commun.

Votez, faites voter pour la liste Ecole Emancipée.